WEST AFRICA EARLY WARNING & EARLY RESPONSE NETWORK

WARN

Policy Brief

JUNE 2019

BURKINA FASO

Renforcer la cohésion sociale et le processus de réconciliation: une voie pour des élections apaisées en 2020

WEST AFRICA NETWORK FOR PEACEBUILDING
BUILDING RELATIONSHIPS FOR PEACE

Copy Right: WANEP© 2019

Burkina Faso

Renforcer la cohésion sociale et le processus de réconciliation: une voie pour des élections apaisées en 2020 .

Rencontre du président du Faso avec les hautes autorités coutumières: les dépositaires de la tradition souhaitent la paix sociale au Burkina Faso[1]

La cardinal Philippe Ouedraogo du clergé catholique en visite de fraternité avec la communauté musulmane qui célèbre la fête du Aïd El Kebir (Tabaski) à Ouagadougou.[2]

INTRODUCTION

Pour une société ayant vécu une crise et qui aspire à se reconstruire, la réconciliation constitue un objectif majeur. Le Burkina Faso ayant traversé et continuant de traverser des crises importantes dans son évolution, elle est une condition essentielle pour la paix, le progrès, la cohésion sociale et le développement socio-économique. Pour y parvenir, l'on ne peut faire économie de vérité, de justice, d'une véritable démocratie et d'une concorde nationale. Dans cette logique, les autorités du Burkina Faso ont pris l'initiative de répondre aux attentes fortes des populations en matière de vérité et de justice en encourageant la tenue de procès emblématiques tels que celui du dernier gouvernement de Blaise Compaoré et celui du putsch manqué du 16 septembre 2015. Le dossier Thomas Sankara[3] et celui de Norbert Zongo[4] retiennent aussi l'attention.

Au-delà de la vérité et de la justice, le défi de la cohésion nationale et du dialogue social demeure un objectif incontournable dans le contexte actuel du Burkina Faso. En effet, le pays compte une soixantaine d'ethnies et certains discours font conclure qu'« il y a des conflits ouverts et d'autres larvés avec des colorations ethniques[5] », des conflits inter-ethniques et un repli ethnique qui

[1] http://img3.lefaso.net/spip.php?article87541&id_document=88799
[2] https://www.la-croix.com/Religion/Monde/Au-Burkina-Faso-tolerance-religieuse-nest-acquis-2016-09-23-1200791244
[3] Feu Président Capitaine Thomas Isidore Sankara.
[4] Journaliste d'investigation tué en 1998 et dont la mort serait liée à ses écrits critiques contre le régime Compaoré.
[5] Kpagnawnè Domètièro Anissé MEDA : http://lefaso.net/spip.php?article83057

West Africa Early Warning & EARLY RESPONSE Network (WARN)

The West Africa Early Warning Network (WARN) is an integral part of the West Africa Preventive Peacebuilding Program co-ordinated by the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP). Through its WARN Program, WANEP is setting the stage for a civil society-based early warning and response network in Africa with emphasis on human security.

WARN covers the entire Economic Community of West African States (ECOWAS) region .

Since 2002, WANEP entered into an agreement with ECOWAS through the signing of a Memorandum of Understanding (MOU) in the framework of capacity building in Conflict Prevention. One of the goals of this agreement is to interface WARN with the ECOWAS Early Warning Systems to optimize early warning conflict prevention in West Africa. In view of this development, WANEP has been operating a liaison office located at the ECOWAS Secretariat in Abuja, Nigeria since April 2003.

In recognition of the role and achievements of the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) in Conflict Prevention and Peacebuilding in Africa, particularly in West Africa, the Economic and Social Council of the United Nations at its substantive session of 2006 granted WANEP Special Consultative Status to the UN. WANEP is therefore mandated to designate official representatives to the United Nations in New York, Geneva and Vienna to further its advocacy and outreach strategies for peace and human security.

Copy Right: WANEP© 2019

pourraient constituer des menaces graves pour le vivre-ensemble. C'est pourquoi certains acteurs pensent que « *le processus de la réconciliation nationale en cours s'avère opportun pour l'apaisement des cœurs et l'unité des Burkinabè autour des grandes questions de développement*[6]». A l'opposé, cette analyse n'est pas partagée par «l'opposition» en l'occurrence la Coalition pour la Démocratie et la Réconciliation nationale (CODER) et certaines organisations de la société civile qui souhaitent la mise en place d'une justice transitionnelle. Sur le terrain, la situation sécuritaire se dégrade au gré des nombreuses attaques et incidents du fait de l'extrémisme violent.

A l'horizon 2020, des échéances électorales présidentielles sont attendues avec de multiples enjeux et d'énormes risques de violences. Elles pourraient, malgré tout, se dérouler dans un climat plus apaisé si ce processus de réconciliation nationale arrivait à poser des jalons d'espoir et de confiance entre Burkinabè.

Le présent document d'analyse prend appui sur le contexte actuel de la crise multidimensionnelle (I) pour analyser la problématique de la réconciliation (II) telle qu'elle se pose au Burkina Faso. Il évoque la dynamique des acteurs en jeu (III) pour soutenir la nécéssité d'agir pour des élections pacifiques en 2020 (IV). Trois (3) différents scénarios (V) possibles au vu des indicateurs actuels et des recommadations (VI) ont été formulés pour soutenir le besoin d'actions et de cheminement vers la réconciliation, la stabilité, l'unité et la concorde nationale.

I- CONTEXTE D'UNE CRISE MULTIDIMENSIONNELLE MAJEURE

Prenant origines dans l'histoire (1) du pays selon plusieurs analyses, l'état actuel de la crise (2) révèle un effritement prononcé de la cohésion sociale (3) et annonce une gestion difficile de l'élection présidentielle de 2020 (4).

1-Des origines historiques de la crise au Burkina Faso

La lecture de l'histoire du Burkina Faso enseigne que les différents régimes qui se sont succédés ont laissé un lourd passif marqué, notamment, par des atteintes aux droits humains, aux libertés individuelles et collectives qui ont occasionné de nombreuses frustrations, des violences multiformes, des atteintes à l'intégrité morale et/ou physique, des pertes en vies humaines sans compter des spoliations économiques de tout genre (foncier, business...). Ces différentes atteintes touchent aussi bien les secteurs politique, social et culturel.

Au niveau politique, la lutte pour le pouvoir a créé des antagonismes, des luttes idéologiques et claniques qui ont privilégié, par moment, des intérêts individuels et égoïstes sacrifiant l'intérêt général. Tout cela a abouti à des intimidations, violences et des assassinats dont les plus emblématiques restent les assassinats de l'ex-président de la révolution, le capitaine Thomas Sankara et du journaliste d'investigation Norbert Zongo. Ces différents évènements ont contribué à une fracture sociale et une crise de confiance entre les différents acteurs de la vie sociopolitique nationale. Dans leurs gouvernances, les acteurs politiques ont également accentué la culture de l'impunité, la politisation de l'administration publique et des secteurs socio-économiques. La corruption, l'instrumentalisation de la chefferie traditionnelle et des leaders religieux ont été manifestes. L'ensemble de ces situations ajouté aux crises socio-politiques notamment celles de la mutinerie de 2011, de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, de la révision du code électoral en avril 2015 ayant permis l'invalidation de certaines candidatures et des atrocités du coup d'Etat du 16 septembre 2015 ont meurtri de nombreux Burkinabè. Cette succession de crises semble avoir contribué à exacerber le climat social, ébranler le vivre-ensemble et fragiliser la sécurité sociale avec les blessures intérieures, des rancœurs et de la haine « emmagasinée » qui continue d'alimenter des vengeances, « certaines revendications » et même des ambitions de reconquête du pouvoir.

Son Excellence Roch Marc Christian Kaboré, vainqueur de l'élection présidentielle de novembre 2015 au Burkina Faso, après l'insurrection de 2014.[7]

[6] Op.cit.
[7] http://img3.lefaso.net/IMG/arton90248.jpg

Au plan social et culturel, le Burkina Faso connait une régression progressive des valeurs intrinsèques laissées par ses ancêtres et qui lui ont, jadis, permis de relever de nombreux défis. Il s'agit notamment de l'intégrité, la probité, le patriotisme, la fraternité, le respect du bien public, le respect mutuel, la tolérance, la solidarité, la parenté à plaisanterie, le brassage interculturel et interreligieux, la culture du pardon, la culture du vivre-ensemble... Aujourd'hui, de nouveaux comportements dominants de violence, d'incivisme, d'injustice sociale, de revendications identitaires, de mauvaise répartition des richesses nationales etc. compromettent la cohésion sociale, l'unité nationale ainsi que le vivre-ensemble.

De plus, la paupérisation croissante d'une partie de la population et le désœuvrement de la jeunesse ont suscité des modes d'obtention de gains contraires à la législation et la morale. L'exode des jeunes et leur engagement dans des activités terroristes sous couvert de l'idéologie religieuse sont autant de conséquences. Aussi, le Burkina Faso connaît depuis l'insurrection d'octobre 2014, une multiplicité de revendications des couches socioprofessionnelles dans l'administration publique et une montée de manifestations populaires dans tous les secteurs de la vie nationale.

Mai 2019 : Le Syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale (SYNTSHA) en grève de 96 heures sur toute l'étendue du territoire[8]

Selon plusieurs acteurs, de nombreux autres défis[9] renforcent la conclusion que le Burkina Faso vit une crise multidimensionnelle jamais égalée. Et, la situation actuelle sur le terrain en est une manifestation.

2- L'état actuel de la situation sur le terrain

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à plusieurs attaques terroristes dans plusieurs régions avec une intensité au Sahel, au Nord et à l'Est... Selon le recensement du journal en ligne Infowakat.net, du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, 223 attaques terroristes ont été perpétrées et ont concernées 11 sur les 13 régions du pays. Ces différentes attaques ont fait au total 208 morts et plus de 160 blessés[10]. Pour l'année 2019, le système d'alerte précoce de WANEP-Burkina a recensé, durant la période du 1er janvier 2019 au 25 mai 2019, 118 attaques terroristes ayant occasionné 305 morts, 55 blessés, 40 personnes enlevées. De même, à la date du 17 mai 2019, un total de 1 933 écoles et établissements du post-primaire et du secondaire ont été fermés en raison de ces menaces terroristes qui ont ainsi mis 326 152 élèves dans la rue affectant 9 042 enseignants.

Ces différentes attaques terroristes perpetrées en majorité par « des fils du terroir » ont des impacts négatifs aux plans économique, social, culturel et humain avec une déstructuration de la vie sociale dans certaines communautés notamment dans le Sahel. Elles viennent rappeler la synthèse des maux de notre société et sonnent comme des données à prendre au sérieux pour repenser la société burkinabè dans toutes ses dimensions. Le récent développement du basculement des attaques terroristes sur des cibles religieuses avec l'exécution de fidèles protestants, catholiques et musulmans au Sahel, à l'Est, au Centre-Nord et au Nord du pays renseigne sur la dyamique de l'insécurité sur le terrain.

---

[8] https://fasoinfos.com/greve-du-syntsha-forte-mobilisation-des-militants/

[9] https://fr.allafrica.com/stories/201802220705.html Selon le testament de la coalition pour la démocratie et la réconciliation nationale (CODER), au nombre des points saillants qui constituent le lourd passif qu'ont engendré les contradictions, figurent : -La question de victimes des violences en politique de 1960 à nos jours, notamment les crimes de sang ; -La question des crimes économiques de 1960 à nos jours;-La division des Burkinabé en deux catégories: les insurgés et les non insurgés ; -L'exclusion opportuniste et sélective opérée sous la Transition en 2015; -La situation des victimes de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et du Coup d'État manqué du 16 septembre 2015 ; -L'exacerbation des conflits identitaires et communautaires ; -L'existence de prisonniers et d'exilés politiques ; -L'instrumentalisation de la justice notamment les Tribunaux d'exception (Justice militaire et Haute Cour de justice) ; -La propension de la violence en politique traduite sous forme d'incendie, de pillage et de saccage de biens privés et publics ; -L'insécurité sans précédent et la menace terroriste de plus en plus croissante; -La situation économique difficile du pays et les tensions sociales ; -Les difficultés de fonctionnement du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale (HCRUN) ; -L'échec des expériences antérieures de réconciliation nationale.

[10] https://infowakat.net/burkina-208-personnes-ont-perdu-la-vie-dans-les-attaques-terroristes-en-2018infographie/

Une église détruite par une attaque terroriste (photo d'illustration)[11]

3-Des signes de l'effritement de la cohésion sociale

Globalement, cette situation met à rude épreuve le vivre-ensemble entre Burkinabè dans ce sens que les différentes attaques ont contribué à fragiliser le tissu social et la cohésion sociale. Les affrontements intercommunautaires enregistrés à Yirgou[12] dans la région du Centre-Nord en début 2019, à Arbinda[13] dans la région du Sahel et à Zoaga[14] dans la région du Centre-Est en sont des expressions violentes. En effet, de nos jours, les populations ont tendance à se rendre justice elles-mêmes du fait du manque de confiance, remettant ainsi en cause les institutions politiques, judiciaires, traditionnelles et sociales. Cela se manifeste par une certaine méfiance, un climat généralisé de suspicion après que des attaques aient ciblé des lieux et responsables religieux, notamment les églises catholiques et protestantes dans le Sahel, le Nord et le Centre-Nord.

A la date du lundi 17 mai 2019, le Bureau des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires (OCHA) a enregistré 161 217 personnes déplacées Internes (PDI)[15] à travers des mouvements qui affectent cinq régions (le Centre, le Centre Nord, l'Est, le Nord et le Sahel), 11 Provinces et 43 Communes. Dans la seule province du Soum, 17 000 personnes ont dû être déplacées faisant dire que le Burkina Faso bascule, de plus en plus, d'une situation de stabilité et de paix à une situation d'intolérance, d'instabilité totale et de dégénération des règles de vie communautaire. En se projetant sur 2020, cette situation fait peser de véritables hypothèques sur l'organisation et la gestion de l'élection présidentielle.

Des manifestants de diverses communautés (sous la bannière du collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés), réclamant la lumière sur les attaques de Yirgou[16].

4-L'organisation et la gestion des élections de 2020 hypothéquées[17] *?*

En analysant les incidences possibles de ce contexte de crise multidimensionnelle sur l'élection de 2020, l'on entrevoit une série d'évolutions dont :

a. L'impossibilité de tenir l'élection en 2020. Avec la multiplication d'incidents et d'attaques violents enregistrés dans le pays, la situation sécuritaire pourrait se dégrader davantage d'ici 2020. Les efforts du gouvernement seront constamment mobilisés sur les fronts sécuritaires aux fins de garantir les conditions requises à l'organisation du scrutin. Cela peut énormément empêcher une planification correcte ou une mise en œuvre

[11]https://www.africatopsuccess.com/wp-content/uploads/2019/05/Terrorisme-752x440.jpg
[12]Yirgou : Début janvier 2019, à la suite d'une attaque contre leur village, Yirgou, au nord, qui a fait sept morts dont le chef de village, des populations en furie ont mené des représailles contre la communauté peulhe qui y vit. Au cours de cette opération punitive, 49 ont été tuées selon les chiffres officiels annoncés par le gouvernement tandis que le collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC) avance le chiffre de 210 personnes tuées. Des milliers de personnes de toutes les communautés ont manifesté à Ouagadougou, le 13 janvier, pour protester contre ce massacre visant l'ethnie des Peulhs.
[13]Arbinda : Des individus armés ont pénétré une attaque le 04 Avril 2019 dans le village de Hamkan, situé à 7 km de Arbinda, une localité située à plus de 250 km de Ouagadougou dans la région du Sahel où ils ont assassiné le cheikh (leader religieux) du village, son fils aîné et son neveu. Suite à cet assassinat, il y a eu des échauffourées entre les communautés qui ont entraîné des représailles de part et d'autre et qui a fait 62 morts.
[14]Zoaga : Un affrontement meurtrier a eu lieu à Zoaga, une commune rurale située dans la province de Boulgou, Région du Centre-Est dans la nuit du 31 mars au 1er avril 2019. Tout serait parti d'un affrontement entre deux camps qui se disputent sur le droit d'exercer la chefferie de ladite localité. Le bilan fait état de 08 morts dont 06 chez le chef (principalement des femmes et des enfants, des nouveaux nés), par balles et ou brûlés et des blessés. On dénombre également plusieurs concessions, des commerces et boutiques incendiés.
[15]https://reliefweb.int/map/burkina-faso/burkina-faso-situation-des-personnes-d-plac-es-internes-pdi-la-date-du-17-mai-2019
[16]https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20190511Situation%20de%20deplaces.pdf
[17]https://wadr.org/mobile/home/index.php?p=stories&lang=en&auth_=2965

correcte et respectueuse de la planification prévue hypothéquant la tenue à bonne date de l'election présidentielle. Il est possible aussi que, dans une conjoncture économique mondiale difficile, le pays manque des ressources financières, matérielles et techniques nécessaires pour organiser l'élection du fait de la baisse des coûts des matières premières d'exportation, notamment l'effondrement des coûts de l'or et du coton.

b. L'organisation d'élections émaillées de violences électorales / Terrain fertile pour des affrontements violents. Dans le cas où les élections arrivent à se tenir, les probabilités de violences électorales sont élevées dans les zones actuellement en proie à l'extrémisme violent dejà qu'on entend des appels à la démission du regime actuel, accusé ''d'incompétence'' face à la situation sécuritaire. Par ailleurs, du fait de l'absence de consensus autour du nouveau code electoral et des tensions entre partis politiques, des vélléités de sabotage du scrutin peuvent s'ajouter à l'insécurité actuelle pour s'exprimer par davantage d'actes de violence.

c. L'organisation d'élections parcellaires à faible taux de participation. Avec l'insécurité dans plusieurs zones qui échappent au contrôle de l'Etat car sous l'emprise d'extrémistes violents, la nécéssité de tenir l'élection à bonne date pour éviter un vide constitutionel pourrait contraindre le gouvernement à s'abstenir de déployer des équipes et du matériel électoral dans des zones à risques. Avec la peur au ventre, les électeurs se réserveraient même de sortir pour accomplir leur devoir civique occasionnant ainsi un faible taux de participation par rapport aux attentes non satisfaites que l'alternance survenue à la faveur de l'insurrection de 2014 avait suscitées. A la fois parcellaire et à faible taux de participation, les dites élections seront sûrement contestées pour sa légitimité.

Situation socio-politique au Burkina Faso: Mohamed Ibn Chambas (UNOWAS) en parle avec le Chef de file de l'opposition[18]

Par aileurs, les déclarations, les prises de position et d'opinion face aux attaques terroristes, les accusations réciproques quant aux auteurs et commanditaires de ces attaques permettent de craindre que les élections de 2020 pourraient offrir des opportunités de réalisation d'agendas cachés de l'intérieur comme de l'extérieur au regard des enjeux économiques et stratégiques que représente le Burkina Faso. Sur un autre plan, la question des contours de la prise en compte du droit de vote des Burkinabè de l'étranger[19] lors de la présidentielle peut devenir une question d'importance politique capable de contribuer à la cristallisation du débat électoral.

II- LA PROBLÉMATIQUE DE LA RÉCONCILIATION AU BURKINA FASO

Pour les acteurs politiques de l'opposition regroupés au sein de la CODER, « *...la réconciliation nationale demeure un enjeu majeur pour le Burkina Faso. L'histoire politique du pays a créé des soubresauts et de nombreuses victimes exigent justice et réparation. Les crises, que la société burkinabè traverse, reflètent donc le fossé qui existe entre les citoyens entre eux mais aussi entre l'État et les citoyens.*

[18] http://ouest-info.net/situation-socio-politique-au-burkina-faso-mohamed-ibn-chambas-en-parle-avec-le-chef-de-file-de-lopposition/

[19] Le nouveau code électoral donne la possibilité aux Burkinabè de l'extérieur de participer aux élections de 2020. La condition de la participation étant la détention de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) ou le passeport ordinaire qui sont désormais les seuls documents de vote. Dès lors se pose le problème des dispositions prises afin que les Burkinabè de la Diaspora qui souhaitent voter puissent obtenir ces documents dans les délais d'une part, et d'autre part l'accessibilité des lieux de votes, étant donné que les seuls lieux retenus dans le code électoral restent les ambassades et les consulats généraux. Ce problème d'accessibilité des lieux de vote se poserait particulièrement en Côte d'Ivoire qui regroupe la moitié de la diaspora burkinabè à l'étranger. Autre problème sur le vote de la diaspora, c'est l'insuffisance de statistiques sur le nombre réel des Burkinabè dans les différents pays d'accueil étant donné qu'aucun recensement véritable n'a été fait à ce niveau à nos jours. Le temps permettra-t-il de relever tous ces défis dans ce contexte difficile ?

La problématique de la crise de l'État mérite donc d'être réexaminée. Il s'agit de repenser l'État pour l'adapter aux réalités locales, car tant que cette crise de confiance entre l'administration et les communautés n'est pas résolue, il n'est pas possible d'envisager l'avenir avec sérénité[20].» En plus d'être un enjeu, la reconciliation reste une problématique entière qu'il faut cerner dans le cas du Burkina Faso.

L'initiative pour la paix, la concorde, le vivre ensemble entre les hommes, les peuples, les régions, les religions et les croyances dénommée « Appel de Manéga », a été officiellement lancée, le samedi 15 juin 2019, à Manéga dans la province d'Oubritenga[12].

1. *Le concept de la réconciliation*

Le terme réconciliation nous renvoie à différentes définitions selon différentes écoles. Selon le Larousse, la réconciliation c'est « *l'action de réconcilier des adversaires, des gens fâchés entre eux ». Elle est le « Rétablissement de bonnes relations entre personnes*[23] ».

La réconciliation nationale, quant à elle, est un « *Processus d'acceptation et de déculpabilisation dans l'opinion publique d'une nation, après un épisode honteux de l'histoire récente du pays. La démarche de réconciliation nationale semble double :*

- *permettre aux victimes de s'exprimer publiquement,*
- *inviter les auteurs d'exactions à reconnaître leurs actes.*

L'étude des motivations et des actes des deux factions en présence, ou pourquoi chaque côté jugeait son attitude légitime, doit aider les citoyens du pays actuel, tel qu'il se retrouve à l'issue de ces luttes et de cette période noire, à se sentir désormais membres d'une même entité et à accepter de vivre ensemble. Il s'agit bien sûr d'éviter que le même traumatisme national ne se reproduise.

Démarche collective, forcément douloureuse et politiquement périlleuse, la réconciliation nationale a connu un de ses exemples les plus aboutis dans l'Afrique du Sud de la transition démocratique, soutenue par le président Nelson Mandela et le vice-président F. W. De Klerk[24]» .

2- *Le Burkina Faso et les cadres de dialogue / réconciliation existants ou à promouvoir*

Le 04 avril 2019, lors de l'audience accordée par le président du Burkina Faso, Roch March Christian Kaboré au Chef de File de l'Opposition Politique au Burkina-Faso (CFOP-BF), ce dernier a plaidé afin que les sujets de dialogue dépassent les aspects purement politiciens pour prendre en compte les questions de la vie nationale et les problèmes qui assaillent les Burkinabè. Il y a mentionné des axes qui «(...) *concernent la situation sécuritaire, la réconciliation nationale, l'unité nationale et la cohésion sociale, le code électoral et les élections de 2020, la gouvernance, les questions sociales*[25].»

Le Burkina Faso a toujours fait de la réconciliation nationale un sujet capital qu'il a expérimenté à travers de nombreuses structures mises en place telles que : *les Commissions indépendantes d'enquêtes, le Forum de la réconciliation nationale, les institutions de la justice, le Collège des sages, la Commission de concertations des partis politiques et de la société civile, la Commission pour la réconciliation nationale, la Commission de mise en œuvre des recommandations de la commission pour la réconciliation nationale, le Ministère Chargé de la Réconciliation Nationale et des Réformes politiques, le Fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique, le Conseil consultatif sur les réformes*

[20]Burkina Faso: Reconciliation nationale - Voici le testament de la CODER, https://fr.allafrica.com/stories/201802220705.html
[21]http://lefaso.net/spip.php?article90249
[22]https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/réconciliation/67102
[23]http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/réconciliation/fr-fr/
[24]https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/réconciliation_nationale/185920
[25]http://lefaso.net/spip.php?article89287

politiques, l'Initiative de médiation de personnalités autosaisies, la Commission de réconciliation nationale et des réformes (CRNR) et le Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN). Comme constat, on note que ces différentes structures sont restées conjoncturelles dans des contextes cruciaux de l'histoire du pays et souvent par la volonté des acteurs politiques de l'heure, toute chose qui pose le problème de la capitalisation de l'expertise et de la consolidation des acquis pour une société plus résiliente.

A ce jour, le HCRUN[26] reste la principale solution proposée par l'État pour la réconciliation nationale. Environ cinq mille soixante-quatre (5064) dossiers hérités de la CRNR sont actuellement sur la table du HCRUN qui doit en assurer la gestion immédiate en plus des dossiers en cours d'enregistrement.

Une sortie du HCRUN à la rencontre des forces vives de la région du Centre-Ouest[27]

3- Des difficultés qui entravent une amorce véritable des intentions de réconciliation nationale

Il faut l'exprimer clairement, la réconciliation n'est ni l'apanage ni l'exclusivité des autorités. En la matière, il faut saluer l'engouement des organisations de la société civile et des partis politiques autour du thème de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale.

Mais jusqu'alors et malgré les différentes structures créées pour amorcer cette réconciliation, le peuple burkinabè peine à s'engager résolument sur cette voie car ''*on ne peut réconcilier que des parties qui ont, chacune, la volonté d'aller à la réconciliation. La principale difficulté est donc de susciter et d'accompagner cette démarche volontaire*[28]''. Au dela de cette mobilisation nécéssaire, des difficultés de plusieurs ordres se dressent contre la mise en œuvre de cette réconciliation dont :

- *Le manque de sincérité de certains acteurs,*
- *La prédominance des calculs politiques sur l'objectif de résolution des problèmes,*
- *L'absence de consensus autour des institutions de réconciliation nationale,*
- *La question des exilés,*
- *L'ancrage institutionnel problématique (lire rapport général CRNR)*[29]
- *La mise en œuvre insuffisante des recommandations,*
- *Le grave délitement des valeurs cardinales qui portaient le pays (Intégrité, probité…)*
- *Le problème du civisme et de la citoyenneté (règne de l'incivisme…)*
- *Les faiblesses de la gouvernance économique et foncière (l'application effective de la règlementation foncière fait souvent défaut*[30]*),*
- *La quasi-faillite de la gouvernance des ressources humaines : répartition inéquitable et inefficace, impunité des mauvaises pratiques,*
- *La non évacuation des dossiers brûlants en justice.*

Une lueur d'espoir reste que, sur le plan de l'accompagnement des institutions internationales, « le Burkina Faso est parmi les trois pays choisis à travers le monde pour conduire la phase pilote de l'initiative Promotion de paix durable. Les Nations-Unies, à travers leur secrétaire général, veulent accompagner ce pays à ne

[26]HCRUN : Tournée de sensibilisation et d'information ; du 24 au 29 juin 2018 sous l'égide du partenariat hcrun/pnud-burkina faso https://www.faso-actu.net/actualites/le-hcrun-presente-ses-missions-et-ses-actions-aux-hommes-de-medias. Il est né en janvier 2015 sur recommandation de la CRNR qui avait été créée sous la transition. « Le HCRUN a pour mission principale de créer les conditions favorables à la réconciliation, à l'unité nationale et à la cohésion sociale, gage de paix et de stabilité pour un développement durable. (…) Le traitement des milliers de dossiers qui lui sont confiés relève également des attributions du HCRUN. Il lui faut proposer toute suite susceptible de contribuer à guérir ou à soulager les traumatismes subis par les victimes ou ayants droits.

[27]http://actuburkina.net/sortie-du-hcrun-au-centre-ouest-la-necessite-dune-vraie-reconciliation-au-centre-des-echanges/

[28]HCRUN : Tournée de sensibilisation et d'information ; 24 au 29 juin 2018 sous l'égide du partenariat hcrun/pnud-burkina faso

[29]Commission de la réconciliation nationale et des reformes : Rapport général ; Les voies du renouveau (Septembre 2015) http://www.icla.up.ac.za/images/un/commissionsofinquiries/files/Burkina%20Faso%20commission%20of%20reconciliation%20and%20reforms%20final%20report.pdf

[30]La gestion catastrophique des lotissements a sapé le crédit des collectivités territoriales et de leurs élus auprès des populations et créé un divorce entre celles-ci et l'Etat local. Un énorme contentieux foncier national, alimenté par les injustices, les inégalités, les frustrations et les rancœurs, a été constitué en deux décennies, tant dans le domaine urbain que rural, et s'apparente à une bombe foncière. Les différentes consultations menées par la Commission auprès des populations à l'intérieur du pays ont toujours donné lieu à des interpellations sur cette grande menace que, du reste, la recrudescence des conflits atteste quotidiennement.

pas tomber dans des difficultés qu'il ne peut pas maîtriser. Elles reconnaissent que le pays vit une période difficile actuellement en matière de sécurité et qu'il y a même une crise humanitaire qui se dessine à l'horizon[31]» .

4- Le temps : un facteur à prendre en compte dans le processus de réconciliation d'ici les élections de 2020

Il serait utopique de s'attendre à avoir un Burkina Faso totalement reconcilié où les cœurs sont pansés avant le scrutin de 2020[32]. En effet, nul part au monde, on ne peut citer un exemple de processus de réconciliation qui aurait connu un tel miracle en un temps relativement court. Tout processus de réconciliation compose avec le temps malgré les urgences. Dès lors, une planification virtuelle peut déjà laisser entrevoir, le temps necessaire pour écouter les acteurs/victimes des 5064 dossiers actuellement sur la table du HCRUN sans compter ceux nouvellement enregistrés, les dossiers à vider en justice, les reparations à pourvoir...

Reconnaissant cette difficulté à resoudre, d'un même coup, tous les problèmes structurels du pays, il importe pour chaque acteur de se rendre à l'évidence et d'avoir un sens de réalisme, de compréhension, de tolérance afin d'amorcer résolument ce « long chemin » de la réconciliation nationale qui aura des incidences pour la paix dans le pays.

III- LA DYNAMIQUE DES ACTEURS

Nous conviendrons que par l'expression « dynamique des acteurs », il faudrait prendre en considération aussi bien les auteurs, les victimes, les complices, les observateurs..., en somme, toute la société burkinabè allant de la période définie des années de la première République (1960) à nos jours. A tous les niveaux de cette société, certains ont subi les effets collatéraux des situations de crises, des crimes de sang et des crimes économiques. D'autres qui ont été, à un moment, bourreaux se sont retrouvés victimes par la dynamique des aléas politiques. Ainsi, des acteurs et des victimes d'hier se retrouvent aux commandes de l'appareil étatique en ce moment rendant la situation d'autant plus problématique «... *dans la mesure où si, pour des crimes récents, il est plus facile de rassembler des preuves et de rechercher les coupables, il est plus difficile de le faire lorsque les faits ont pris de l'âge et les éléments de preuves difficiles à établir. Certes, cette difficulté n'est pas insurmontable, mais elle est encore rendue plus difficile lorsque certains auteurs de l'époque sont aux commandes de l'appareil d'Etat. Ce n'est pas chose aisée que de faire son propre procès*[33].

Néanmoins, les acteurs actuels, aussi bien aux commandes du pouvoir que le citoyen lambda, peuvent être regroupés selon leur degré d'implication pour trouver des pistes idoines qui amèneront les Burkinabè à dialoguer pour trouver des consensus autour des questions pendantes. Il s'agit de :

Les premiers acteurs concernés (acteurs primaires): Ils comprennent les populations civiles notamment les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les partis politiques, les militants et sympathisants de l'opposition et de la majorité présidentielle et leurs alliés, les leaders communautaires et religieux. En dehors de ce premier groupe, le HCRUN est aussi un important acteur ici avec tout le cortège d'autorités politiques et publiques qu'il peut mobiliser. Ces différentes parties prenantes sont conscientes de l'enjeu de la stabilité du pays et doivent éviter d'être instrumentalisés en se laissant entraîner ou en donnant caution à des animosités entre communautés.
C'est pourquoi, face à la situation actuelle, les leaders communautaires doivent dialoguer entre eux et avec leurs communautés afin que des manoeuvres ne les detournent de leur vrai adversaire.

Les acteurs ayant une responsabilité pour la paix (acteurs secondaires) : Ils sont ceux qui peuvent jouer, à travers leurs actions sur le terrain, un rôle capital dans le renforcement de la cohésion sociale, de la réconciliation nationale et dans la réussite d'un processus électoral apaisé en 2020. Il s'agit des organisations de la société civile, les autorités coutumières (leaders traditionnels) et religieuses, les acteurs syndicaux. Ces différents acteurs, de par leurs activités et l'impartialité qui les caractérisent sont destinés à jouer un rôle capital dans la conscientisation et la mobilisation des populations en vue de la cohésion sociale pour cheminer résolument vers la réconciliation nationale.

---

[31] http://img1.lefaso.net/spip.php?article88923
[32] Les élections de 2020 sont en ligne de mire, parce qu'elles offrent des opportunités à beaucoup d'acteurs de venir au devant de la scène, d'adopter des positions radicales sous couvert d'obédience politique, qui peut juste cacher des milices…
[33] https://fr.allafrica.com/stories/201802220705.html

La Coalition femmes, paix et sécurité : Pour une implication des femmes dans les processus de réformes et de réconciliation[34] »

Des peronnes agées réunis pour la médiation d'une crise inter-communautaire à Solenzo (Burkina Faso)[35]

Les alliés (acteurs de l'ombre): Ici, l'on regroupe des facilitateurs, des personnes expérimentées qui contribuent à la bonne marche du processus de réconciliation nationale et à des élections apaisées. Ils peuvent avoir une pression psychologique sur les acteurs de premier plan et ceux secondaires dans le processus de réconciliation nationale et pour des élections apaisées. Ce sont, les organisations régionales ou sous-régionales, les représentations diplomatiques, les institutions internationales telles que l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA) et l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Union Européenne (UE)... Leurs accompagnements techniques et financiers pourraient contribuer à l'efficacité du processus de réconciliation nationale.

IV- DE LA NECESSITE D'AGIR POUR DES ELECTIONS PACIFIQUES EN 2020

Deux grands groupes d'actions sont nécéssaires.

1- RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE POUR FAIRE FACE A L'ENNEMI COMMUN,

Cette partie se veut une invitation à investir davantage dans une forme de réaction positive notée entre les communautés burkinabè et qui consolide leur résilience. En effet, face aux atrocités, les stratégies de diversion et de déstabilisation des terroristes ont été decelées et dénoncées par les leaders communautaires et les autorités du pays. Même le citoyen lambda s'est rendu compte qu'aucune communauté n'est épargnée. Les différentes tueries dont les cibles changent fréquemment pour espérer semer la discorde entre les communautés ethniques et religieuses sont des indicateurs. Ainsi, après les cas malheureux de Yirgou et de Arbinda, les communautés ont compris que l'ennemi n'est pas celui que l'on voudrait leur faire croire ou percevoir.

Sur cette base, les leaders communautaires, les religieux, les autorités locales et étatiques ont initié des visites de compassion dans certaines communautés[36] et lancé des appels au calme, à la serenité, aux prières, à la clairvoyance et surtout à la vigilance en tout lieu. Ces différents appels ont été plus ressentis et accueillis par les populations suite aux attaques terroristes du 28 avril 2019 à Silgadji situé à 60km de Djibo ; du 12 mai 2019 à Dablo qui est une commune frontalière à Kelbo dans le Soum à 90 kms de Kaya dans le Centre-nord/ Province du Sanmatenga ; du 13 mai 2019 dans le village de Singa, Commune de Zimtenga ; du 26 mai 2019 à Toulfè[37] dans la province du Loroum et beaucoup d'autres attaques[38] contre diverses composantes de la société. Par exemple, les responsables

[34]https://lefaso.net/spip.php?article84048

[35]https://www.google.com/search?q=photos+personnes+ag%C3%A9es+dans+m%C3%A9diation+au+brukina&client=safari&rls=en&tbm=isch&source=iu&ictx=1&fir=9mCELV8DZRZJWM%253A%252CZdPHGkTztG9TVM%252C_&vet=1&usg=AI4_-kQM51aeEP2O8SbUhvVR9-flDHo9kA&sa=X&ved=2ahUKEwjdzfWEwYnjAhUNUcAKHVJcA2YQ9QEwAHoECAkQBA#imgrc=MG-gb7A5oLCBiM:&vet=1

[36]http://www.rfi.fr/afrique/20190513-burkina-faso-inhumation-six-victimes-pretre-attaque-eglise-catolique-dablo-sanmaten

[37]http://img1.lefaso.net/spip.php?article89995 « Ce qui est arrivé à notre communauté, nous avons pensé tout de suite que ce ne sont pas des chrétiens seulement, ce ne sont pas les membres d'une famille seulement, c'est tout le Burkina qui est touché. Il ne faut pas surtout tomber dans une spirale de violences, celle qui va nous amener à nourrir des sentiments de violences. Ce qui nous fait homme, c'est la fraternité entre nous. Nous sommes d'abord des humains et dans ce sens nous demandons que les gens ne tombent pas dans la tentation de vouloir opposer des cultures, des religions, des ethnies même si les moments douloureux peuvent nous inspirer ». L'abbé Marius Niampa, Vicaire de la paroisse notre Dame de toute Joie de Titao.

[38]Parmi ces dernières attaques, on note :

-Le vendredi 26 avril 2019 : Attaque de l'Ecole Primaire Publique de la Circonscription d'Education de Base (CEB) et de l'Ecole Classique de Comi-Yanga, Province du Koulpélogo dans la Région du Centre Est, ayant entraîné la mort de cinq (5) enseignants.

de l'église catholique ont été soutenus par un appel téléphonique[39] du Saint Père depuis Rome les invitant au renoncement de toute vengeance vu que l'ennemi commun n'est pas celui que les terroristes veulent faire croire aux communautés. Des actes renforcent aussi les déclarations car « *Ils étaient tous là. Protestants, Musulmans et Coutumiers au cimetière catholique de Dablo où le prêtre et les cinq membres de son église ont été inhumés*[40].» Les impacts de cette réaction positive sont si encourageant que Siméon Sawadogo, le ministre de l'administration territoriale dit ne pas comprendre la logique des auteurs[41] qui «ont échoué à opposer les communautés et cette fois ils s'attaquent aux religieux. »

De leur côté, certains leaders de la société civile[42] comme le Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP) et la Federation des Associations Islamiques du Burkina (FAIB) appuient également cette réaction positive en lançant des appels à la cohésion. C'est dans ce sens que, le 13 mai 2019, El Hadj Abubakar Yugo, Président de la FAIB declarait que : « *Le constat est que les attaques prennent de plus en plus pour cibles, des édifices et des responsables religieux, visant ainsi à opposer les différentes confessions religieuses, qui ont toujours vécu en bonne intelligence » et il concluait en ces termes « En dépit de la gravité de l'ignonimie et de la profondeur de la douleur (en référence aux attaques des églises chrétiennes), la FAIB appelle tous les Burkinabè sans exception de religion et d'éthnie, soumis à la même épreuve, à l'union contre le terrorisme, qui tue sans foi ni loi*[43]. »

L'efficacité relative de ces réactions positives impose, avant tout, de soutenir et de renforcer les dialogues interculturels, interreligieux et intercommunautaires. Il s'agira de donner davantage d'occasion de coopérations aux leaders des communautés pour mobiliser les populations à ne pas se tromper d'ennemi. Ces mobilisations donneront aussi des occasions pour conduire tous types d'actions qui renforceront la cohésion sociale en faveur de la défense de l'espace commun. Divers mécanismes s'offrent aux Burkinabè, comme « *... agir sur différents leviers, sur le levier culturel des ententes communautaires*[44]*... » proposé par Albert Ouedraogo, ethnologue et vice-président du Conseil national des organisations de la société civile du Burkina.*

2- RENFORCER LE CHEMINEMENT VERS LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La réconciliation nationale au Burkina Faso ne saurait être un décret ou une entente/ arrangement entre acteurs politiques qui semblent être, aux yeux de certains, les principaux responsables des maux de la société actuelle. Ainsi, la démarche vers cette réconciliation nationale devra se faire de manière participative, courageuse, inclusive, responsable, sans calculs politiques mais viser l'apaisement des cœurs, la cohésion nationale et l'unité des Burkinabè autour des grandes questions de développement et d'intérêt général.

Il peut être utile, dans le cas du Burkina Faso, de sérier les dossiers en confiant les cas les plus emblématiques aux tribunaux classiques et réservant les autres cas à une forme de justice transitionnelle par exemple (Le Médiateur du Faso et le Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale[45]). Aussi, il importe de noter que l'ancrage institutionnel sera indispensable à la consolidation et à l'aboutissement du processus de réconciliation nationale. En plus des acteurs cités plus hauts pour la conduite de ce processus de réconciliation nationale et des différentes élections au Burkina Faso, d'autres institutions comme le

-L'enlèvement suivi de l'exécution de l'imam de Samonaye dans le Séno et de son fils, dans la nuit du 13 au 14 mai 2019.
-Le samedi 18 mai 2019 : Aux environs de 19h00, des hommes armés ont abattu deux enfants au domicile du Chef Koglwéogo absent à Akissi, une localité à 10 kms d'Arbinda dans le Soum/ Région du Sahel.
-Le mardi 21 mai 2019 : Enlèvement vers 8h00 de trois agents dont un médecin du Centre de santé du camp de Mentao dans le Soum et un véhicule par des individus armés non identifiés.
-Dans la nuit du dimanche 26 mai 2019 : Assassinat de deux (2) bergers, le père et son fils, dans le village de Wesséré, province de la Kossi. -Trois corps sans vie, dont deux militants de l'Organisation démocratique de la jeunesse (ODJ), ont été découverts le 31 mai 2019 aux environs de 11h à quelques kilomètres de Sebba dans la région du Sahel.

[39]http://sahel.lefaso.net/spip.php?article68&rubrique1
[40]http://www.rfi.fr/afrique/20190513-burkina-faso-inhumation-six-victimes-pretre-attaque-eglise-catolique-dablo-sanmaten
[41]https://www.bbc.com/afrique/region-48262785
[42]http://img1.lefaso.net/spip.php?article89718
[43]http://www.laborpresse.net/attaques-terroristes-contre-des-eglises-et-leaders-musulmans-au-burkina-appel-des-musulmans-du-burkina-a-toutes-les-religions-et-ethnies-pour-lunion-dans-la-lutte-contre-le-terrorisme/
[44]http://www.rfi.fr/afrique/20190513-burkina-faso-inhumation-six-victimes-pretre-attaque-eglise-catolique-dablo-sanmaten
[45]https://fr.allafrica.com/stories/201802220705.html

Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale; la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) ; l'Office National d'Identification (ONI) ; le Conseil Constitutionnel ; le Ministère de la Sécurité ; le Ministère de la Défense et des anciens combattants ; le Conseil Supérieur de la Communication ; le Ministère de l'Intégration africaine et des Burkinabè de l'Extérieur ; le Ministère de la promotion des droits humains et de la promotion civique ; la Coalition pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale (CODER)... sont des acteurs de premier plan.

Comme cela a été démontré plus haut, l'objectif ici ne sera pas de finir un processus de reconciliation nationale avant les élections de 2020 mais d'en poser des jalons importants et motivateurs pour la fierté et l'espoir au Burkina Faso. A moyen terme, cela motivera un sursaut national pour contrer l'ennemi dans l'espoir de pouvoir poursuivre une pleine réconciliation.

V- SCÉNARIOS

Au vu de la situation sociopolitique et sécuritaire actuelle du Burkina Faso projetée sur les échéances électorales de 2020, les scénarios suivants peuvent être dégagés :

Scénario du pire cas (peu probable): *''Chaos sous les attaques terroristes et luttes politiques''*.

Les attaques terroristes se multiplient et installent une instabilité totale dans le pays qui éprouve des difficultés à organiser les élections présidentielles et législatives de 2020. Les tensions sociales et politiques se cristallisent autour de la non organisation intentionnelle des élections et du risque de vide constitutionnel. Le dialogue politique est progressivement rompu et les institutions politiques se paralysent avec la démission du Président Roch Marc Christian KABORE. Le pays sombre dans le chaos avec l'exacerbation des attaques et des confits intercommunautaires. Une nouvelle transition problématique s'enclenche avec pour mandat de stabiliser le pays et d'œuvrer pour l'organisation de nouvelles élections.

Scenario du cas réaliste (probable): *''De la cohésion à la réconciliation nationale''*

Une majorité de burkinabè a compris la nécessité de se mobiliser pour la cohésion sociale et de soutenir la réconciliation nationale. Elle change de perception et de comportement puis s'investit à apaiser les cœurs malgré les insuffisances de la justice. Elle accepte des compromis et prend l'engagement de soutenir la consolidation d'institutions démocratiques, efficaces, crédibles, impersonnelles. Les attaques et la percée extrémistes perdent de l'elan et le processus de réconciliation nationale lancé entre-temps suit son cours avec des résultats encourageants. Les attaques terroristes ont diminué dans une grande partie du territoire national rendant possible l'organisation, à bonne date, des élections présidentielle et législatives du 2020. Ces élections se tiennent de manière transparente et sans violence majeure. Les leaders élus travaillent à renforcer la cohésion sociale, l'intégrité du territoire et le processus de la réconciliation nationale.

Scenario du meilleur cas (très peu probable): *''Du miracle malgré tout''*

La grande majorité du peuple burkinabè adhère aux appels à la cohésion nationale et au processus de réconciliation nationale en mettant l'intérêt général au-dessus des intérêts particuliers. Des compromis se font et des élections pacifiques et transparentes sont organisées avec des résultats qui sont acceptés par tous les acteurs politiques. Les autorités travaillent à consolider les institutions en place de sorte à les rendre plus fortes, démocratiques, inclusives où chaque Burkinabè peut participer consciencieusement à la bonne marche de sa société. Tous les Burkinabè œuvrent ensemble à la stabilité, la consolidation de la paix et du développement du pays.

VI- RECOMMANDATIONS

Sans être exhaustives ni prétentieuses, les contributions pour mitiger la crise multidimensionnelle exceptionnelle que vit le Burkina Faso pourraient s'orienter sur l'adoption de la nouvelle constitution et d'un nouveau code électoral inclusif, l'approche de la réconciliation conduite par la tradition et la religion... Dans cet espoir, les recommandations suivantes sont formulées :

Aux acteurs politiques et les autres entités de la société :

- Soutenir les dialogues initiés par les autorités et continuer à œuvrer pour la réconciliation nationale avec emphase sur l'intérêt général et non les calculs politiques ;

Aux acteurs de la société civile et des médias :

- Sensibiliser les populations sur la nécessité de la réconciliation nationale, l'unité et la cohésion sociale ;
- Renforcer la culture des valeurs et l'éducation au sein de la cellule familiale ;
- S'abstenir d'être des canaux d'expression de messages de haine, d'appels à la violence, ethnicistes ;
- Traiter les informations de manière professionnelle et impartiale selon les règles déontologiques ;

Au Gouvernement et aux forces de défense et de sécurité :

- Soutenir et faciliter la mise en place de cadres de dialogue intercommunautaires ;
- Soutenir les appels au renforcement de la cohésion sociale ;
- Mettre l'accent sur l'éducation civique et morale notamment sur les valeurs du patriotisme, du civisme;
- Soutenir la justice sociale et mettre la lutte contre les inégalités au cœur des politiques publiques ;
- Renforcer davantage les mesures sécuritaires autour des lieux de culte, particulièrement les vendredis et dimanches dans les villes du Burkina Faso;
- Intensifier les initiatives de sécurisation et de stabilisation du pays pour permettre aussi la tenue des élections de 2020 sur toute l'étendue du territoire ;

Aux partenaires/ Institutions internationales :

- Appuyer les différents acteurs politiques avec des initiatives de médiation ;
- Accompagner techniquement et économiquement le processus de soutien à la cohésion sociale et celui de la réconciliation nationale ;
- Continuer à soutenir les secteurs de l'éducation et de l'économie ;
- Soutenir les actions de secours aux déplacés internes ;
- Soutenir (en occurrence, la CEDEAO) le Burkina Faso dans la recherche de solutions à la situation sécuritaire actuelle.

CONCLUSION

Le Burkina Faso « ... se trouve aujourd'hui à un autre carrefour de son histoire et la responsabilité de tous les acteurs est engagée. Il s'agit de faire le choix de continuer à traîner les années d'impunité, d'injustice et d'exclusion pouvant conduire à une autre situation qui pourrait s'avérer plus grave que (les précédentes) ou d'accepter de s'asseoir et se parler afin de vider les questions qui fâchent, avec courage et responsabilité, pour pouvoir enfin envisager ensemble un avenir meilleur et sans nuage[46].»

Dans le contexte de la crise multidimentionnelle que connait le pays, le renforcement de la cohésion nationale et le cheminement vers la réconciliation nationale sont des besoins capitaux pour la marche vers la quiétude. Cependant, leur concrétisation requiert un long chemin complexe qui demande de la volonté et de l'engagement dans la sincérité et la responsabilité afin de laisser une chance au progrès et au développement de la nation.

DOCUMENTS CONSULTES

1. https://www.zoodomail.com/fr/politique/roch-marc-christian-kabore-la-reconciliation-nationale-doit-etre-fondee-sur-une-exigence, consulté le 15 Avril 2019 à 17h,
2. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/05/05/au-burkina-faso-la-reconciliation-nationale-passera-par-un-changement-de-logiciel-politique_5123124_3212.html,consulté le 15 Avril 2019 à 17h,
3. https://netafrique.net/burkina-faso-reconciliation-nationale-mythe-ou-realite/, consulté le 15 avril 2019 à 16h57mn,
4. https://netafrique.net/reconciliation-nationale-une-serie-de-consultations-avec-les-forces-vives-nationales-sur-le-processus/, consulté le 15 avril 2019 à 16h58mn,
5. https://netafrique.net/seule-la-reconciliation-nationale-permettra-la-relance-de-notre-pays-selon-la-ccp/, consulté le 15 avril 2019 à 17h02mn,
6. https://www.wakatsera.com/burkina-le-faso-autrement-pose-la-reconciliation-comme-voie-de-lutte-contre-linsecurite/,consulté le 15 Avril 2019 à 17h08mn,
7. http://www.rfi.fr/emission/20181116-burkina-faso-il-faut-aller-vers-une-veritable-reconciliation-nationale-selon-lassa, consulté le 15 avril 2019 à 17h14mn,
8. https://infowakat.net/reconciliation-nationale-pour-mieux-construire-une-paix-veritable-au-faso/,consulté le 15 avril 2019 à 17h 16mn,
9. https://lesechosdufaso.net/rentree-politique-pitj-reconciliation-nationale-possible-on-applique-larticle-43-de-constitution-dixit-soumane-toure/,consulté le 15 avril 2019 à 17h20mn,
10. http://www.mediatrice.net/blog/2015/03/14/burkina-faso-mgr-paul-ouedraogo-nouveau-responsable-de-la-commission-pour-la-reconciliation-nationale/,consulté le 15 avril 2019 à 17h22mn,
11. http://base.afrique-gouvernance.net/fr/corpus_dph/fiche-dph-274.html, consulté le 15 avril 2019 à 17h24mn.,
12. Cadre « Veille 2019 » : « Le manque de cohésion sociale n'est pas de nature à permettre des élections apaisées et inclusives en 2020 », http://img1.lefaso.net/spip.php?article88180, consulté le 28 mai 2019,
13. Elections de 2020 : le Burkina est « face à une situation critique de (son) processus » (ex-commissaire CENI), https://www.wakatsera.com/elections-de-2020-le-burkina-est-face-a-une-situation-critique-de-son-processus-ex-commissaire-ceni/, consulté le 16 Avril 2019
14. http://lepays.bf/reconciliation-nationale-voici-testament-de-coder/ Consulté le 15 Avril 2019 à 16h40 mn,
15. Gorée Institute, « Sécurité humaine, démocratie et stabilité dans l'espace CEDEAO » 2 ème symposium- Abidjan, 26-28 Octobre 2011, 130 pages,
16. https://www.ivoiresoir.net/cote-divoire-reconciliation-rapport-cdvr-cache-banny/,Consulté le 11 avril 2019 à 13h
17. http://base.afrique-gouvernance.net/fr/corpus_bipint/fiche-bipint-915.html, consulté le 28 mai 2019 à 15h

Renforcer la cohésion sociale et le processus de réconciliation: une voie pour des élections apaisées en 2020.

West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)
Trinity Avenue, Off Mile 7 Road, Achimota, Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Tel: +233 302 411638 | 302 406340 | 302 426004 | 302 408224
Email: wanep@wanep.org | Website: www.wanep.org